

L'employeur en premier ressort Jean-Marie Harribey

Le Progrès social, n° 119, 6 octobre 2016

J'entends ce matin (27 septembre 2016) sur la radio publique, dans la bouche de M. Juppé, que les emplois aidés ne sont pas productifs, et qu'il faut supprimer 300 000 emplois publics en ne remplaçant pas un fonctionnaire sur deux. J'entendais hier la même chose dans celle de M. Fillon. Idem, l'avant-veille, dans celle de... etc., en doublant la dose de restriction. Je lisais dans la presse qu'il ne fallait pas espérer une relance budgétaire mondiale. Et j'y apprenais que la Chine recyclait ses excédents en achetant les entreprises dans le monde entier. Dans le même temps, la chronique des plans de licenciements chez Alstom et ailleurs enfla, tandis que M. Gattaz, après avoir promis un million d'emplois contre près de 50 milliards d'euros de CICE et de pacte de responsabilité, jure, la main sur son pin's à la place du cœur, que l'industrie peut repartir en France.

Comment s'y retrouver au milieu de ce fatras d(e)' (dés)informations ? Commençons par un problème de logique simple. L'économie de chaque pays se résume toujours par une addition égale à zéro de tous les flux monétaires entrants et sortants des banques, entreprises, ménages, administrations publiques et extérieur : épargne privée + solde budgétaire public (dépenses – impôts) + solde extérieur (exportations – importations) = 0. Ainsi, le déficit extérieur et le déficit public grecs ne pouvaient être compensés qu'en s'endettant à l'extérieur, par suite d'une insuffisance d'épargne intérieure. La Chine et l'Allemagne cumulent les excédents, la France ressemblant (à un degré moindre) plus à la Grèce qu'aux deux autres. Cette règle est toujours respectée : les entrées de capitaux compensent les déficits internes, les sorties de capitaux correspondent aux excédents internes (145,6 Mds \$ d'investissements chinois à l'extérieur¹ contre 135,6 Mds d'entrées de capitaux en Chine en 2015).

Faut-il, dans ces conditions, diminuer la dépense publique et supprimer des emplois publics pour retrouver un équilibre budgétaire par la voie de l'austérité ? On pourrait se contenter de l'aveu prononcé au sein du FMI : « au lieu de permettre la croissance, plusieurs politiques néolibérales ont augmenté les inégalités, compromettant en retour une expansion durable »². Mais il faut aller plus loin. Les emplois publics sont productifs. De quoi ? Les travailleurs employés par l'État et les collectivités territoriales produisent non seulement des services utiles, mais ces services sont de la valeur économique qui *s'ajoute* à la valeur produite par les entreprises privées. Tout le contraire du discours libéral qui a une vision pré-copernicienne de la vie en société.

Osons penser différemment : en bousculant quelque peu la vision traditionnelle du travail productif, même celle léguée par le marxisme orthodoxe, prenons l'idée de Minsky de faire de l'État l'« employeur en dernier ressort », pour diminuer le chômage tout en répondant à des besoins sociaux. Finissons de renverser la table : si on admet l'hypothèse que le marché n'est pas premier parce que c'est la société qui crée le cadre du marché, et qu'il n'y a pas un tel cadre sans État (sans structure collective), celui-ci a la charge de la régulation globale en étant l'employeur en *premier* ressort et, par son investissement, il inaugure nombre de dynamiques. Il n'est donc pas une simple roue de secours, il est une roue, et peut-être même le volant... Aucune inquiétude, puisque les travailleurs qu'il emploie sont productifs. Il suffit de consentir démocratiquement à l'impôt, qui est le paiement collectif de ce travail.³

¹ Près du double si on compte Hong Kong.

² J.D. Ostry, P. Loungani, D. Furceri, « [Neoliberalism : Oversold ?](#) », IMF, *Finance and Development*, vol. 53, n° 2, juin 2016.

³ J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013.